

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Elaboration	PLU communal	Commune de Notre Dame de l'Osier (38)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	10 décembre 2019
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Avril 2020

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Monsieur le maire, Alex BRICHET-BILLET
Courriel	ndo.mairie@wanadoo.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Notre Dame de l'Osier
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	485 habitants au dernier recensement (2016) (480 hab en 2011 ; 504 hab en 2007)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	504 habitants aujourd'hui dont 80 résidents en maison de retraite
Superficie du territoire	830 ha

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

Voir délibération du CM

Extrait délibération prescrivant la révision du POS :

La commune expose les choix qui la motivent pour maintenir un document d'urbanisme sur son territoire. Elle considère que le PLU s'inspirera des choix cohérents déjà affichés dans le POS, et qui ont servi de fil conducteur aux phases successives des aménagements dans le centre village. Le POS traduisait déjà le choix de se recentrer, conforter le centre-village, engager un développement qualitatif.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Voir PADD débattu en CM du 10.12.2019, joint en annexe.

Le PADD confirme l'enjeu de confortement du centre, correspondant au chef-lieu (vieux village et son extension dans le secteur dit des Mouilles), de préservation de l'identité locale, et de cohérence avec les capacités des réseaux.

En dehors de ce secteur, le PLU n'autorise que l'évolution du bâti isolé d'intérêt patrimonial, et des habitations existantes, dans les conditions définies par l'article L151-12 du code de l'urbanisme.

Le PLU est cohérent avec les orientations du SCOT, notamment en terme d'économie d'espace.

Le dernier débat sur le PADD en décembre 2019 : Dans le cadre de l'association des Personnes Publiques, la DDT a demandé à la commune de préciser dans le PADD les objectifs de modération de la consommation d'espace, avec les densités attendues au sein des zones AU, et l'échelonnement de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Nouillon, afin de répondre plus précisément aux objectifs de production de logement inscrits dans le SCOT.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Le territoire était couvert par un POS

Le PLU est l'occasion de travailler de manière plus fine sur les possibilités d'évolution du village, et s'appuyer sur les nouveaux outils du PLU, les OAP notamment pour assurer une qualité et une cohérence dans les urbanisations nouvelles : OAP thématiques (OAP qualité environnementale et OAP qualité architecturale et paysagère) et sectorielles (zones 1AUd et 2AU), et une série d'emplacements réservés pour développer les maillages piétons.

Le choix de conforter le chef-lieu se traduit par la suppression de la constructibilité sur le reste du territoire (suppression d'une zone UD du POS au Rif de Creneuf).

Historique de la démarche communale : élaboration d'un schéma directeur d'évolution du village, qui a servi de fil conducteur à la réalisation d'équipements publics (nouvelle mairie et école), requalification des espaces publics du centre, réserves foncières, réalisation d'un lotissement communal en cœur de village (10 logements avec copropriété, qualité des espaces publics et insertion dans le vieux-bourg) (reconnu comme exemplaire - visites organisées par le CAUE de l'Isère), partage foncier par l'EPFL d'une zone 2NA du POS (transformée en 1AU3 et 2AU dans le PLU).

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCOT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le PLU fera l'objet d'une enquête publique conjointe du zonage d'assainissement (actualisé) et du zonage de gestion des eaux pluviales (élaboré en parallèle du PLU).
Le Projet de PLU arrêté sera soumis à la consultation de la CDPENAF.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...	
- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Oui, pour la totalité du territoire communal
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Non
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	SCOT de la Région Urbaine Grenobloise
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE ou SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 SAGE Bas dauphiné Plaine de Valence (validé par la CLE le 18.12.2018)

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>En cohérence avec les orientations du SCOT de la Région urbaine Grandbloise, le PLU définit une hiérarchie des densités et profite de l'expérience communale sur le lotissement Bon Rencontre (densité de 27 logts/ha).</p> <p>La modération de la consommation d'espace est assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> > La réduction de la constructibilité générale notamment au Rif de Creneuf > La densité affichée dans les zones 1AUd (15 logements en 1AUd1, 3 logements en 1AUd2, 18 logements en 1AUd3). Elle sera maîtrisée sur les zones 1AUd, qui s'inspireront de la programmation du lotissement de Bon Rencontre (modes d'implantation, surfaces des parcelles...) > Objectifs quantitatifs accompagnés de mesures qualitatives pour accompagner la densité (trames vertes, continuités piétonnes...) <p>La maîtrise du foncier est également un gage d'urbanisation plus compacte.</p>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction globale des surfaces constructibles - Zones 1AUd au lieu de UD dans le secteur des Mouilles (donc cohérence d'aménagement et OAP qualitatives pour consommer moins d'espace par logement (en s'appuyant sur l'expérience d'un lotissement communal), favoriser une compacité adaptée à chaque situation pour les dents creuses.
Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>L'objectif de la commune est de retrouver une évolution démographique positive, lui permettant de conforter la vie dans le village, et maintenir une régularité dans les effectifs scolaires.</p> <p>Ces objectifs s'appuient sur l'objectif de production de logements préconisé par le SCOT, pour les 12 prochaines années (36 logements, avec diversité de l'offre et réduction de la superficie des parcelles). Cela se traduit par un objectif en nombre de logements dans les zones 1AUd du PLU (cf plus haut). Tout en préservant une réserve foncière en 2AU, en portage EPFL.</p> <p>Cohérence avec le PLH (labellisé santé) en cours d'élaboration à l'échelle du sud grésivaudan, qui fait ressortir un déficit dans l'offre de logements sur la commune.</p> <p>La commune est propriétaire d'un ancien couvent et envisage une reconversion de ce bâti en espace économique (bureaux, co-working, petits ateliers), boostée par l'arrivée de la fibre optique sur la commune.</p>
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<p>Le Projet de PLU affiche un potentiel constructible d'environ 4,3 ha dont 67% en zones AU, et l'essentiel en maîtrise publique : propriétés communales, ou portage EPFL du Dauphiné.</p>
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?	<p>Les possibilités de densification, de réhabilitation ont été étudiées et prises en compte. Il reste peu de dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine.</p> <p>Les possibilités d'urbanisation nouvelle sont essentiellement situées dans des zones AU du chef-lieu. Le règlement prévoit également l'évolution du bâti patrimonial isolé.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...).	<p>L'impact en terme de déplacements est pris en compte avec étude des dessertes (sécurisées), les impacts sur les axes existants, et la continuité de cheminements piétons et d'espaces publics dans le centre (mise en place d'emplacements réservés).</p> <p>En terme d'impact environnemental : prise en compte des aléas, politique de gestion des eaux pluviales, OAP qualité environnementale. L'évolution envisagée n'a pas d'impact sur la ZNIEFF ni sur les zones humides des Liens, protégées réglementairement (reprise de la zone NDs du POS).</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>	X		La commune est concernée par 3 ZNIEFF de type 1 : Les étangs et prairies humides de NDO (<i>les Liens</i>), le ruisseau du Tréry (en limite de commune) et l'étang de Chantesse (concerne principalement la commune de Chantesse). L'enjeu le plus fort concerne la zone des Liens. Aucune ZNIEFF de type 2. > pas de projets en dehors de la protection et la gestion de ces espaces.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCOT, DTA...) ?	X		Le PLU s'appuie sur les inventaires existants : - la carte des corridors du REDI, du département de l'Isère (qui retranscrit les éléments du SRCE), qui fait ressortir les enjeux aux abords de la zone humide des Liens - le SCOT fait ressortir principalement un corridor forestier entre Chantesse et Notre Dame de l'Osier. L'évolution de l'urbanisation du chef-lieu est sans impact sur ces secteurs. Les continuités écologiques et des trames vertes sont prévues au sein de ces espaces urbanisés.
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	X		Zones humides inventoriées par le CEN de l'Isère : Il s'agit des Grands et Petits Liens identifiés dans l'inventaire des ZNIEFF. Ces zones humides sont prises en compte et protégées réglementairement par le PLU (report sur le plan de zonage), en complément d'un zonage élargi Ns (dans la continuité de la zone NDs du POS)

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (<u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique</u> ...) ?		X	
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		X	
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (<u>ZPPAUP</u>) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (Scot, DTA...) ?		X	La carte des orientations paysagères du DOO du SCOT est prise en compte Elle fait ressortir 1 coupure paysagère secondaires entre NDO et la commune de Vatilieu. Cela concerne les espaces agricoles et naturels de la commune.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Le territoire est impacté en partie sud par un périmètre de protection éloigné du captage de Gonnardièrre situé sur Vinay. Cela est sans impact sur les zones urbanisées et la superficie impactée reste très faible.
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(le)s ?

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des <u>500 captages prioritaires Grenelle 2</u> ?		X	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE ?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	X		La ressource en eau est largement suffisante. L'alimentation se fait par le biais de la Communauté de Communes St Marcellin Vercors Isère, par pompage dans la nappe phréatique de Chantasse qui alimente plusieurs communes du secteur. 2 réservoirs sur la commune permettent d'assurer la desserte.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?			Le chef-lieu est raccordé au réseau d'assainissement collectif : collecteur intercommunal jusqu'à la station d'épuration de Vinay. Le réseau et la step ont une capacité suffisante pour les besoins actuels et futurs de la commune de NDO. Le schéma directeur d'assainissement est actualisé en parallèle de la révision du POS. <i>A noter que la commune réalise également en parallèle un schéma directeur de gestion des eaux pluviales.</i>

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<u>base de données BASOL</u>) ?		X	

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<u>base de données BASIAS</u>) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		La commune est couverte par une carte des aléas, élaborée en 2006, et modifiée en 2017 (prise en compte de la réalisation d'un bassin de rétention). Elle est traduite dans le PLU, suivant la méthodologie définie par la DDT38. Pas de risques technologiques identifiés sur la commune.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		X	Les pollutions et nuisances qui peuvent être identifiées sont essentiellement liées à la nuciculture : traitement des arbres, et bruit en période d'activité des séchoirs. Cela pose la question de la distance entre les plantations de noyers et habitations, équipements publics.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		X	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?	X		La commune est couverte par le PPA de Grenoble. Elle n'est pas identifiée comme étant sensible du point de vue de la qualité de l'air.
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

La commune de NDO est une petite commune rurale du sud Grésivaudan, proche de Vinay, secteur dont l'identité est fortement marquée par la nœuculture. Elle fait le choix d'un projet équilibré, cohérent avec ses ressources et avec les orientations et études menées à l'échelle du Sud Grésivaudan (projet de territoire, PLH ...) et du SCOT de la Région Urbaine Grenobloise. Le PLU affirme un objectif qualitatif de confortement du chef-lieu, avec la recherche d'une meilleure maîtrise de l'urbanisation respectant l'identité et l'échelle locale. L'urbanisation future potentielle reste faible (4,3ha) et porte essentiellement sur du foncier public. Les surfaces constructibles sont réduites par rapport au POS. Politique foncière, portage d'opérations, réalisation d'opérations de logements permettant d'offrir des logements accessibles. OAP avec qualité paysagère et environnementale favorisant une densité adaptée au lieu et des projets à l'échelle du village et qui renforcent le lien et la vie locale. Lien habitat, activités, services ... Un juste équilibre à trouver. Prise en compte de l'assainissement, de la gestion des eaux pluviales, des risques naturels, du patrimoine naturel et des enjeux écologiques ... Le PLU préserve l'avenir en intégrant ces données.

6. Annexes (rappel)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	X
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	X
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	X
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	X

